

L'autosuffisance alimentaire en tant qu'axe du développement agricole: dimensions et limites de l'objectif.

Zemouri Messaoud

Maître de Conférences à la Faculté des Sciences
Economiques et des Sciences de Gestion
Université Hadj Lakhdar. Batna

Résumé

La capacité pour un pays d'assurer lui-même son approvisionnement en produits agro-alimentaires tant pour la consommation directe de la population que pour le fonctionnement des industries de transformation constitue, dans le cas des pays en voie de développement, un objectif éminemment stratégique compte tenu de son impact aux niveaux politiques, économique et social.

Dans de telles conditions, le développement agricole en vue de l'autosuffisance alimentaire est censé occuper une place de premier plan au sein de la démarche globale ainsi que dans la perspective d'évolution à long terme des économies en voie d'émergence.

Au centre de notre démarche figure la mise en évidence de la dimension agricole et alimentaire au sein du processus de développement économique durable. En d'autres termes, il s'agit d'apprécier l'objectif consistant à stimuler les capacités nationales d'approvisionnement alimentaire dans le cadre global du développement durable qui prend en compte de manière simultanée les dimensions économiques, sociales et environnementales de manière à répondre aux besoins exprimés par les générations présentes sans compromettre le potentiel économique national de manière à répondre aux exigences des générations futures.

En tant qu'activité économique reposant essentiellement sur l'exploitation de ressources naturelles renouvelables, l'agriculture occupe une place privilégiée aussi bien au sein du processus de développement durable que dans la promotion des zones rurales qui abritent de loin la majorité de la population de la plupart des pays en voie de développement.

Mots clés : développement économique durable, développement agricole, autosuffisance alimentaire, approvisionnement alimentaire, promotion des zones rurales, indépendance économique.

ملخص

يعد مشكل التموين الغذائي في اغلب البلدان النامية من أصعب المشاكل التي تواجهها هذه البلدان وخاصة البلدان ذات الدخل الضعيف أين أغلب السكان يواجهون مشكلة التغذية بحدّة. انطلاقا من هذه المعطيات تعتبر التنمية الفلاحية المتوجهة إلى إشباع الحاجات الغذائية الوطنية هدفا استراتيجيا للغاية ولهذا يعتبر إدماج المتغير الغذائي من بين أهم متغيرات ديناميكية التنمية. تدور إشكالية هذه الدراسة أساسا حول هذا الإدماج و مدى تحقيقه و حدوده الموضوعية.

الكلمات المفتاح:

التنمية الاقتصادية، التنمية الفلاحية، الاكتفاء الغذائي، التموين الغذائي، تطوير المناطق الريفية، الاستقلالية الاقتصادية.

INTRODUCTION

Le déséquilibre entre la demande et l'offre intérieures de biens agro-alimentaires a atteint des proportions inquiétantes dans un très grand nombre de pays en voie de développement. Ce déséquilibre est fortement aggravé par les rythmes exceptionnels de croissance démographique de ces pays. Ces rythmes placent le secteur agricole face à une contrainte unique dans l'histoire économique. En effet, l'agriculture est appelée à accroître annuellement son niveau de production à un taux qui varie entre 2% et 3% pour répondre uniquement à la demande additionnelle résultant de l'accroissement démographique, et ce, avec un niveau de développement des forces productives agricoles très bas, avec de faibles disponibilités en terres arables exploitables et des possibilités parfois réduites d'extension du territoire agricole (cas des pays asiatiques à densité de population élevée), et enfin avec une structure inégalitaire de la répartition du patrimoine foncier et des autres moyens de production.

Au-delà de cette contrainte qui s'impose de fait à l'agriculture des pays en voie de développement, deux éléments fondamentaux permettent de placer le développement agricole et la promotion des

zones rurales au premier plan des objectifs du développement économique de ces pays. D'une part, en raison du poids économique du secteur agricole dans ces pays et, d'autre part, compte tenu du fait que dans ces pays les zones rurales abritent de loin la proportion la plus importante de la population nationale (en moyenne entre 75% et 80% de la population totale).

Concernant l'importance que revêt le développement agricole au sein de la dynamique du développement économique en général, l'expérience historique des pays économiquement avancés est très riche en enseignements, dans la mesure où elle a parfaitement mis en relief le rôle absolument essentiel du développement agricole dans le processus d'émergence économique, comme le souligne J. Baechler: " Il va de soi que la révolution industrielle du dix-neuvième siècle n'a été rendue possible que grâce aux progrès dans le travail de la terre, entamés au dix-huitième siècle, et parachevés au dix-neuvième siècle. Et ce, aussi parce qu'une augmentation de la productivité par tête était nécessaire pour permettre un exode rural intense sans compromettre l'alimentation générale, que pour mener le revenu agricole à un point où, partagé entre un nombre décroissant de parties prenantes, il dégagât un surplus disponible pour l'achat de la production industrielle naissante »⁽¹⁾

Les deux points d'analogie entre l'agriculture des pays économiquement avancés à la veille de la révolution industrielle et l'agriculture actuelle des pays en voie de développement sont les suivants:

- les termes dans lesquels se pose le problème de l'approvisionnement alimentaire à l'agriculture;
- la prépondérance de l'agriculture en tant que secteur d'activité au sein de l'économie.

Mis à part ces deux points communs, la situation actuelle de l'agriculture des pays en voie de développement est diffère totalement de celle des pays économiquement avancés à la veille de la révolution industrielle. Cette différence résulte essentiellement de différences au niveau des données (technologiques, économiques, contexte international) qui déterminent les conditions mêmes du développement agricole.

Au niveau économique, la hausse continue de la productivité qui résulte du développement agricole permet de dégager une partie importante de la main-d'œuvre agricole qui est inexorablement vouée

à l'exode alors que les autres secteurs économiques ne sont, en général, pas en mesure d'absorber, compte tenu de leur rythme de développement.

Au niveau des données économiques internationales, l'agriculture des pays en voie de développement comme d'ailleurs l'ensemble de leur économie se caractérise par un niveau d'intégration à l'économie mondiale très élevé, ce fait est la conséquence directe de liens historiques et de la spécialisation internationale et il limite considérablement la marge de manœuvre du planificateur du développement.

Au niveau de l'environnement technologique et scientifique, les pays en voie de développement ont à leur disposition un large éventail de procédés techniques et d'équipements modernes qu'ils peuvent mettre à profit à condition que ceux-ci soient parfaitement adaptés et adaptables aux données économiques, sociales, et culturelles ainsi qu'aux exigences du développement agricole.

Dans notre présente étude, nous n'avons pas la prétention de définir une problématique du développement agricole valable pour l'ensemble des pays en voie de développement, notre objectif se limitera, à partir des caractéristiques communes aux pays en voie de développement, d'une part, à déterminer les principales bases d'un développement agricole orienté en priorité vers la satisfaction des besoins alimentaires nationaux et, d'autre part, à repérer les contraintes auxquelles se heurte la réalisation de cet objectif économique hautement stratégique. Pour ce faire, nous avons divisé notre étude en deux sections distinctes, la première traite de la dimension de l'autosuffisance alimentaire en tant qu'axe du développement agricole, tandis que la seconde est consacrée à la détermination des limites objectives auxquelles se heurte cet objectif.

SECTION.I: LA DIMENSION DE L'AUTOSUFFISANCE ALIMENTAIRE

I . La définition de l'autosuffisance alimentaire

Définie pour un pays donné comme étant la capacité à assurer l'approvisionnement alimentaire national sans recours aux importations, l'autosuffisance alimentaire apparaît comme un objectif stratégique de premier plan dont la portée est considérable aux plans économique et politique. Préalablement à l'appréciation de la

dimension de cet objectif, nous allons tenter de préciser notre conception de l'autosuffisance alimentaire.

L'autosuffisance alimentaire ne se limite pas à l'objectif "mercantiliste" qui consiste à s'affranchir des importations de produits alimentaires en produisant localement les disponibilités alimentaires nécessaires à la satisfaction de la demande de la population nationale. A travers l'objectif d'autosuffisance alimentaire, c'est en fait la réhabilitation économique et sociale de l'agriculture et la promotion du monde rural qui sont visées.

L'autosuffisance alimentaire ne consiste pas uniquement en une adéquation de l'offre à la demande intérieure solvable de produits agro-alimentaires. Le souci majeur exprimé dans le cadre de l'autosuffisance alimentaire est la satisfaction effective des besoins alimentaires de l'ensemble de la population, à travers la création des conditions de solvabilité pour les couches sociales les plus défavorisées. L'autosuffisance alimentaire apparaît ainsi comme la condition permissive d'accès pour chaque membre de la société aux quantités de ressources alimentaires indispensables à son épanouissement physique et intellectuel et à son insertion sociale. L'autosuffisance alimentaire est le vecteur de réhabilitation et de promotion des modèles de consommation locaux conformes à la réalité économique, écologique et socioculturelle locale.

La réalisation de l'objectif d'autosuffisance alimentaire ne se limite pas au seul cadre national même si ce dernier est très largement sollicité, son champ peut dépasser le cadre national à la recherche d'opportunités et de complémentarités au niveau régional.

A présent que nous avons précisé notre conception de l'objectif d'autosuffisance alimentaire, nous allons tenter d'apprécier sa portée économique, politique à partir de son impact au niveau intérieur et au niveau international.

II. Le caractère stratégique de l'objectif d'autosuffisance alimentaire

Nous tenterons de mettre en évidence le caractère hautement stratégique de l'objectif d'autosuffisance alimentaire à partir de sa dimension politique et de sa dimension économique.

1. La dimension politique de l'autosuffisance alimentaire

a) L'impact au niveau international

L'évolution du système alimentaire mondial, au cours des trois dernières décennies, a été marquée par un déclin des capacités d'approvisionnement agro-alimentaire des régions du monde qui abritent l'immense majorité de la population mondiale, par la baisse du nombre de pays qui assurent le rôle essentiel de "grenier" au plan mondial, et par l'émergence d'un cercle restreint de firmes transnationales occidentales qui contrôlent le marché mondial des produits agro-alimentaires. De cette évolution du système alimentaire mondial, il en est résulté trois conséquences essentielles:

- Une précarité des conditions de la sécurité alimentaire mondiale, dans la mesure où celle-ci est assurée par un nombre réduit de pays. La fréquence des crises alimentaires mondiales réelles (baisse importantes de la production agro-alimentaire mondiale) ou artificielles (comportements spéculatifs sur les marchés internationaux de produits agro-alimentaires), constituent le principal indice de cette précarité.
- Un accroissement de la dépendance agro-alimentaire des espaces économiques déficitaires, dont l'agriculture n'est plus en mesure d'assurer l'approvisionnement national, en particulier pour les denrées alimentaires de base.
- Une accentuation des problèmes de la faim et de la malnutrition au sein des pays les plus démunis de la planète qui, faute de pouvoir d'achat international, ne peuvent accéder aux ressources alimentaires indispensables pour nourrir de manière satisfaisante leurs populations.

Face à cette évolution inquiétante des conditions de l'approvisionnement agro-alimentaire, il paraît tout à fait légitime de se demander s'il est judicieux et prudent, du point de vue de la sécurité alimentaire, d'abandonner indéfiniment à un cercle réduit de pays la mission déterminante de grenier mondial, alors que la répartition naturelle des potentialités agricoles mondiales indique qu'une participation internationale plus large à cette tâche est possible. La structure foncièrement inégalitaire de la répartition des ressources alimentaires mondiales, et l'évolution du nombre de pays qui ne sont plus en mesure d'assurer eux-mêmes leur approvisionnement agro-alimentaire, sont autant d'éléments qui militent en faveur d'un développement agricole qui tende à élargir le cercle des pays chargés

de la sécurité alimentaire mondiale. Une participation plus accrue des pays en voie de développement à la production agro-alimentaire mondiale, apparaît impérative et fondamentale pour l'amélioration des conditions de la sécurité alimentaire mondiale, dans la mesure où ce sont ces pays qui sont confrontés avec le plus d'acuité au problème de l'approvisionnement agro-alimentaire (niveau de dépendance vis à vis de l'extérieur), et c'est également parmi la population de ces pays que figure la plus forte proportion des victimes de la faim et de la malnutrition dans le monde. Cependant, au delà de son impact au plan de la sécurité agro-alimentaire, une implication plus importante des pays en voie de développement dans le domaine de l'approvisionnement agro-alimentaire mondial, revêt une importance capitale pour la rupture du "monopole alimentaire" qui accorde aux grands pays producteurs et exportateurs de produits agro-alimentaires "le pouvoir de vie ou de mort" sur la majorité de la population mondiale qui dépend de leurs livraisons. Ce pouvoir constitue une arme ("l'arme alimentaire") que ses détenteurs utilisent à des fins politiques, comme l'affirmait ouvertement l'ancien ministre américain de l'agriculture (U.S.D.A) E. Butz: " L'alimentation est une arme ; c'est l'un des principaux instruments de négociation. "

Pour que cette arme soit pleinement efficace, il faut que soit remplie une condition fondamentale qui est ainsi résumée par J. Grall: " Pour que "l'arme alimentaire" soit efficace, encore faut-il que "l'ennemi" ait faim. "

Un niveau élevé de dépendance doublé d'un faible pouvoir d'achat international, réalisent les conditions idéales d'application de "l'arme alimentaire". C'est effectivement le cas de la plupart des pays en voie de développement financièrement défavorisés qui, en outre, ont adopté des modèles de consommation qu'ils ne sont pas en mesure d'assumer car ils ne correspondent pas aux conditions économiques, naturelles et socioculturelles locales.

Une étude réalisée par la C.I.A ("Central Intelligence Agency") concernant les perspectives d'évolution du système agro-alimentaire mondial, compte tenu des tendances au plan mondial de la démographie, des données climatiques, et de la production agro-alimentaire, a permis d'aboutir aux deux résultats suivants: d'une part, les disparités dans le domaine de la consommation des ressources alimentaires mondiales sont appelées à s'accroître entre les pays économiquement avancés et les pays en voie de développement, et

d'autre part, les conditions de l'alimentation de ces derniers pays sont appelées à se dégrader graduellement sur le plan tant quantitatif que qualitatif. En fait, une grande partie de cette étude était consacrée à l'analyse des conséquences des perturbations climatiques de la planète constatées par les climatologues. Les conclusions de l'analyse ont été ainsi résumées: “ Si la tendance (des perturbations climatiques) se poursuivait pendant plusieurs décennies, il se produira certainement une pénurie absolue de nourriture(...)Détenant la plus grande partie des quantités de grains destinées à l'exportation, les Etats Unis pourraient recouvrer dans les affaires mondiales l'hégémonie qu'ils détenaient dans l'immédiat après-guerre(...)Washington pourrait acquérir le droit de vie ou de mort sur des multitudes démunies(...)Les Etats Unis obtiendraient une influence politique et économique extraordinaire. Car non seulement les pays pauvres sous développés mais également les grandes puissances dépendraient, au moins partiellement, des importations des produits alimentaires en provenance des Etats Unis. ”

L'intérêt des conclusions auxquelles l'étude abouti, est repérable à trois niveaux essentiels:

- En premier lieu, elles permettent de mettre en relief l'inadéquation du système alimentaire mondial actuel du point de vue de la sécurité alimentaire mondiale ainsi que le risque potentiel que représente pour celle-ci une participation internationale restreinte au processus d'approvisionnement alimentaire de la population mondiale.
- En second lieu, elles permettent de mettre en lumière la détérioration croissante de la situation agro-alimentaire des pays en voie de développement, dans le cas où les tendances actuelles (démographiques, économiques, performances agricoles) venaient à se poursuivre. L'introduction du paramètre climatologique paraît peu opportune dans le cas des pays en voie de développement, puisque leurs capacités d'approvisionnement agro-alimentaire n'ont pas attendu la perturbation des conditions climatiques du globe pour se dégrader. Elles mettent en relief la dimension politique de l'objectif d'autosuffisance alimentaire, compte tenu des pressions politiques considérables auxquelles une dépendance agro-alimentaire excessive peut donner lieu.

- En dernier lieu, dans un contexte de développement économique, la liberté de décision concernant le choix du modèle de développement à adopter et le type de société à atteindre, est étroitement liée au degré d'indépendance sur le plan politique. En tant que moyen efficace pour se prémunir des pressions politiques extérieures, l'autosuffisance alimentaire apparaît comme un segment essentiel du processus de recouvrement de l'indépendance politique.

b) L'impact au niveau national

Le détournement de l'agriculture de son rôle économique primordial à travers son intégration croissante au marché mondial (modèles de développement agricole, promotion des cultures industrielles destinées à l'exportation au détriment des cultures vivrières qui fondent la ration alimentaire moyenne de la population), l'influence néfaste que l'aide alimentaire internationale exerce sur les modèles de consommation traditionnels locaux¹, et le déclin progressif du mode de vie rural lié à une forte croissance urbaine, sont autant de facteurs qui ont contribué à la dégradation des capacités d'approvisionnement agro-alimentaire des pays en voie de développement. En conséquence, l'émancipation par rapport à l'emprise de l'aide alimentaire internationale et à l'influence du marché mondial, et la réhabilitation du mode de vie rural à travers la revalorisation de l'activité agricole et l'amélioration des conditions de

¹ G. Berthoud a parfaitement perçu le rôle de l'aide alimentaire internationale comme instrument efficace de diffusion au niveau mondial de modèles de consommation qui, à long terme, servent les intérêts des pays qui dispensent l'aide. Ainsi selon l'auteur: "Depuis vingt cinq ans, le capitalisme central pratique l'aide alimentaire à plus ou moins grande échelle. Sous le masque de la charité, ces dons fonctionnent comme des régulateurs du marché. Empêtrés dans les excédents agricoles, les pays riches sont à même d'en faire un usage rationnel, en établissant un lien de dépendance sous forme de nouvelles habitudes alimentaires. Peu à peu l'aide se rentabilise, en donnant naissance à un marché profitable aux multinationales de l'agro-alimentation. Ces dernières peuvent s'installer sur-place pour satisfaire la nouvelle demande et contribuent du même coup à marginaliser la production paysanne locale. ”.

(G. Berthoud in, "Il faut manger pour vivre..." dans l'ouvrage de S. Geoprges intitulé: "Comment meurt l'autre moitié du monde." Editions Laffont 1978..pages 164 et 165.)

vie en milieu rural, représentent des étapes fondamentales dans le processus de reconquête de l'autonomie agro-alimentaire au sein des pays en voie de développement.

Au plan strictement intérieur, la dimension de l'autosuffisance alimentaire peut être appréciée à deux principaux niveaux, d'une part, en tant que vecteur de la promotion économique et sociale des masses rurales, et d'autre part, en tant que garant de la stabilité politique et sociale.

b.1) L'autosuffisance alimentaire en tant que vecteur de la promotion économique et sociale des masses rurales

Fondée sur la mise en valeur prioritaire des potentialités locales, l'autosuffisance alimentaire apparaît comme un objectif dont la réalisation passe inévitablement par l'adhésion et la participation effectives des masses rurales². Or l'engagement de ces dernières ne peut être acquis que sur la base d'un ensemble de mesures concrètes destinées à enrayer la crise profonde que traversent les zones rurales, à améliorer de manière sensible et durable les conditions économiques et sociales de la population rurale, et à affirmer politiquement le monde rural en fonction du poids réel qu'il représente au sein de la société.

b.2) L'autosuffisance alimentaire en tant que garant de la stabilité sociale et politique

La concrétisation des mesures tendant à promouvoir les conditions économiques, sociales et politiques des zones rurales, constitue un gage précieux de la stabilité sociale et politique, et en même temps une condition vitale pour la poursuite d'un programme de développement économique à long terme. Selon R.L Prosterman, entre 1820 et 1970, près de 68 millions d'êtres humains sont décédés par suite de violences humaines délibérées, 25% de ces décès sont intervenus dans le cadre de soulèvements internes massifs au sein des pays pauvres à prédominance agraire. L'auteur distingue trois

² Selon les statistiques de la Banque Mondiale, 85% des indigents des pays en voie de développement à économie de marché sont des ruraux. Et en outre, l'immense majorité de la population urbaine socialement marginalisée (bidonvilles, chômage, délinquance) est d'origine rurale (comme conséquence directe de l'exode rural massif non maîtrisé).

principaux types de soulèvement:

- Les conflits dans lesquels la paysannerie a été mobilisée sur la base de revendications politiques de classe ou sur des critères d'inégalité économique et sociale.
- Les conflits dans lesquels les paysans ont été mobilisés à partir de critères géographiques ou tribaux, et touchant de près aux problèmes d'indépendance nationale.
- Les conflits à caractère d'émeutes populaires ayant pour origine les frustrations liées à la dégradation des conditions générales d'existence.

En garantissant à l'ensemble de la population sans distinction d'âge, de sexe, ou de statut économique et social, l'accès aux ressources indispensables à la satisfaction du besoin alimentaire, l'autosuffisance alimentaire apparaît comme un moyen très efficace de prévention contre les tensions politiques et sociales résultant des pénuries agro-alimentaires. La priorité accordée à la satisfaction du besoin alimentaire en tant que besoin humain fondamental dans le cadre de l'autosuffisance alimentaire, constitue la condition minimale d'instauration d'un climat de confiance et de crédibilité des populations locales dans leurs propres possibilités, dans celles de leurs directions politiques, et dans leur pays en général.

II . La dimension économique de l'autosuffisance alimentaire

La dimension économique de l'autosuffisance alimentaire peut être appréciée à deux niveaux essentiels: d'une part, en tant que condition fondamentale de l'équilibre physiologique indispensable à toute activité économique et, d'autre part, en tant que condition essentielle pour la maîtrise du processus de reproduction économique et sociale.

1) L'autosuffisance alimentaire en tant que condition de l'équilibre nécessaire à l'activité économique

Les répercussions de la faim et de la malnutrition au niveau du développement des facultés physiques et intellectuelles de l'être humain, sont multiples et relèvent du domaine de la médecine. Des carences en calories, en protéines, et en oligo-éléments se traduisent par des troubles et des handicaps physiques et mentaux parfois irréversibles, qui réduisent considérablement les capacités productives (effort productif, pouvoir créatif) de l'individu et abrègent sa vie. Au

delà des conséquences de la sous alimentation au plan humain, celle-ci apparaît incompatible avec l'effort productif qu'exige le processus de développement économique, comme le fait remarquer Mac Namara³ dans le cas des pays en voie de développement: " si l'on ajoute à cela la malnutrition que connaissent les adultes dans bien de pays en voie de développement, on comprendra facilement pourquoi leur capacité de travail s'en trouve fâcheusement affectée. Les travailleurs qui se fatiguent rapidement et résistent mal aux maladies chroniques ne sont pas seulement inefficaces, mais augmentent considérablement la fréquence des accidents, de l'absentéisme et les dépenses médicales inutiles. Fait encore plus grave : leur capacité intellectuelle ayant été affectée par la malnutrition lorsqu'ils étaient enfants, leur aptitude à remplir des tâches techniques s'en trouve réduite. La dextérité, la vivacité, l'initiative sont autant de qualités que la malnutrition affecte et diminue. "

Compte tenu de la place privilégiée accordée à la satisfaction des besoins alimentaires de l'ensemble de la population dans le cadre de l'autosuffisance alimentaire, la réalisation de cet objectif apparaît, dans le cas des pays en voie de développement comme le moyen le plus efficace de lutte contre la faim et la malnutrition qui touche une proportion de plus en plus importante de leur population. La portée de l'autosuffisance alimentaire est appréciable à travers l'ampleur des dommages humains, économiques et sociaux que provoquent la faim et la malnutrition au sein des pays en voie de développement. Selon les estimations de la Banque Mondiale, plus d'un milliard d'êtres humains originaires des pays en voie de développement vivent dans des conditions de pauvreté absolue, et 75% d'entre eux souffrent de malnutrition chronique.

Les dommages économiques occasionnés par la faim et la malnutrition sont difficiles à évaluer objectivement car il est difficile d'établir une valeur marchande à la vie humaine. Cependant, à partir des aspects quantifiables de la vie humaine, nous pouvons estimer la perte économique que représente pour la société le handicap (physique ou mental) ou la mort prématurée d'un de ses membres, en termes de perte de production future, de dépenses liées à l'entretien de l'individu (éducation, logement, soins), et de coûts directs occasionnés par la prise en charge du handicap ou du décès. L'intérêt que représente

³ Ex Président de la Banque Mondiale.

l'évaluation des "coûts de l'homme", réside dans le fait qu'elle permet d'établir les relations qui existent entre le potentiel de production d'un individu et son âge, son sexe, et sa position au niveau de l'échelle sociale. L'étude la plus représentative des écoles françaises qui se sont penchées sur les problèmes de l'évaluation des "coûts de l'homme", est celle de N. Le Net⁴ qui a tenté d'évaluer la rentabilité économique et sociale d'un certain nombre d'actions préventives et de lutte contre des fléaux sociaux responsables de handicaps ou de décès massifs tels que le tabagisme, l'alcoolisme, les accidents du travail, et les accidents de la circulation. Les études concernant les "coûts de l'homme" comportent un double intérêt:

- Leur démarche fournit de précieuses indications sur le coût du statut humain de la vie, et sur les moyens à mobiliser tant au plan individuel qu'au plan collectif.
- Elles mettent en relief l'implication croissante de la collectivité dans la prise en charge des coûts de l'homme qui sont déterminés, en grande partie, par les rouages sociaux

La réalisation de l'objectif d'autosuffisance alimentaire qui consiste à garantir à chaque membre de la société l'accès régulier à une ration alimentaire satisfaisante pour son épanouissement physique et intellectuel, conformément aux normes sociales (mode de vie, habitudes de consommation) et nutritionnelles (calories, protéines), représente pour la société un aspect fondamental de sa capacité à assurer les "coûts de l'homme".

2) L'autosuffisance alimentaire en tant que condition permissive de la maîtrise de la reproduction économique et sociale

L'agriculture traditionnelle spécialisée essentiellement dans les cultures vivrières, et la prédominance sociale des activités d'autosubsistance, constituent les deux principaux éléments qui ont historiquement assuré l'approvisionnement agro-alimentaire dans les pays en voie de développement. La crise qui est intervenue au niveau de la capacité de ces pays à assurer leur autonomie agro-alimentaire, résulte, en partie, du déclin des activités d'autosubsistance et de

⁴ N. Le Net est l'auteur de: "Le prix de la vie humaine." Paru dans "Notes et études documentaires" Documentation Française. N°4455. Dans son approche, l'auteur s'inspire largement des techniques de la R.C.B (Rationalisation des Choix Budgétaires).

l'évolution inadéquate de l'agriculture traditionnelle. L'extension du mode de vie urbain, le développement des cultures industrielles destinées à l'exportation, et la concurrence inégale que subissent les productions vivrières locales sur le marché intérieur (importations massives, aide alimentaire internationale), figurent parmi les principaux facteurs en cause dans l'évolution défavorable des capacités d'approvisionnement agro-alimentaire des pays en voie de développement.

L'une des principales conséquences économiques d'une dépendance alimentaire excessive, est la perte de la maîtrise du processus de reproduction de la force de travail locale. Un niveau élevé de dépendance alimentaire donne lieu irrémédiablement à des importations massives de denrées alimentaires; si celles-ci concernent les denrées sur lesquelles repose l'entretien de la force de travail, il en résulte une perte de la maîtrise de l'entretien de la force de travail locale, et du même coup, la perte de la maîtrise d'un moment déterminant de la reproduction économique et sociale. En effet, n'exerçant aucun contrôle sur les prix des produits agro-alimentaires importés, le pays importateur subit passivement l'influence de ces derniers. Dans un contexte de développement économique, toute planification à moyen ou à long terme serait aléatoire en l'absence d'une maîtrise des conditions de la reproduction de la force de travail locale, du niveau du surplus économique dégagé, et du rythme de l'accumulation du capital. En se fixant comme objectif fondamental la restitution de son rôle économique primordial à l'agriculture, l'autosuffisance alimentaire apparaît comme un moyen efficace pour la reconquête d'un des leviers essentiels de la maîtrise de la reproduction économique et sociale.

En fait, le niveau élevé de l'intégration de l'économie nationale aux marchés extérieurs par les produits agro-alimentaires importés, ne constitue pas l'unique voie de la perte de la maîtrise des conditions de la reproduction économique et sociale. Une forte intégration du secteur agricole national aux marchés extérieurs par les fournitures (technologie, intrants), a les mêmes conséquences sur la maîtrise de la reproduction économique et sociale, dans la mesure où les conditions de production de l'agriculture, de même que les frais de reproduction de la force de travail locale seront, en grande partie, déterminés par les coûts des fournitures extérieures.

Outre ses conséquences sur le contrôle du processus de la reproduction économique et sociale et sur le degré d'indépendance économique nationale, une dépendance alimentaire excessive a des répercussions immédiates sur les capacités nationales de financement, et exerce à long terme une influence néfaste sur les capacités d'approvisionnement alimentaire de l'agriculture nationale.

Les importations massives de produits agro-alimentaires réduisent considérablement les capacités nationales de financement du développement économique. La facture alimentaire freine le rythme de mise en place de l'infrastructure économique de base.

Même si les produits agro-alimentaires de base importés sont acquis à des conditions avantageuses (aide alimentaire internationale, marchés d'intervention), et qu'en outre, ils permettent de pratiquer une politique de "pain à bon marché" particulièrement efficace pour atténuer de manière temporaire et artificielle les tensions sociales liées à la pénurie alimentaire, les importations massives affectent les capacités d'approvisionnement agro-alimentaire de l'agriculture nationale, et ce, à travers deux principaux canaux. D'une part, à travers la concurrence inégale (prix, prestige social, réclame) que les produits importés exercent sur les produits locaux identiques ou substituables, et qui se traduit à long terme par l'abandon de leur production au niveau national. Et d'autre part, en favorisant la pratique de la politique populiste du "pain à bon marché", les importations agro-alimentaires massives acquises à des conditions avantageuses, retardent les réformes des structures agraires nécessaires au développement de l'agriculture nationale, en vue de la prise en charge durable de l'approvisionnement agro-alimentaire national.

Compte tenu de la nature des relations qui existent entre la couverture des besoins alimentaires de la population nationale et les aspects fondamentaux de la vie économique (activité économique, entretien de la force de travail) qui déterminent, en grande partie, le devenir en général de l'économie (reproduction économique et sociale, développement), l'autosuffisance alimentaire apparaît comme un objectif décisif auquel les pays en voie de développement sont tenus d'accorder une place de choix au sein de leurs stratégies de développement visant le recouvrement de l'indépendance économique.

Section II . Les limites de l'autosuffisance alimentaire

La notion d'autosuffisance alimentaire est une notion dynamique, en ce sens que l'autosuffisance est repérable à partir de différents niveaux (ou degrés) correspondant chacun à la proportion dans laquelle la production agro-alimentaire nationale contribue à la satisfaction des besoins alimentaires nationaux. Les conditions idéales correspondent à la situation dans laquelle la demande agro-alimentaire nationale est entièrement satisfaite sans recours aux importations, et en outre, la production nationale résulte exclusivement de l'exploitation des potentialités locales. En fait, ces conditions idéales de l'autosuffisance alimentaire sont difficilement réalisables à court ou à moyen terme dans la plupart des pays en voie de développement, en raison de contraintes d'ordre physique, économique, politique et social.

1. Les limites d'ordre physique

De même que tous les objectifs économiques, l'autosuffisance alimentaire est soumise à des contraintes qui en limitent ou en retardent la réalisation. La contrainte liée aux conditions naturelles dans lesquelles évolue l'agriculture, figure parmi les principaux éléments susceptibles d'entraver la réalisation de l'objectif d'autosuffisance alimentaire. La localisation géographique des terres agricoles, la qualité des sols, les conditions climatiques, et la quantité de terres arables disponible, sont autant de facteurs dont dépend étroitement le niveau d'autosuffisance alimentaire possible, dans la mesure où ils déterminent les conditions de l'activité agricole ainsi que le niveau des performances du secteur agricole.

Les pays du Golfe situés dans des zones désertiques du globe illustrent parfaitement le cas où l'objectif d'autosuffisance alimentaire se heurte à des limites liées à des conditions naturelles défavorables (pluviométrie, qualité du sol). Dans ce cas, l'amélioration des capacités d'approvisionnement agro-alimentaire passe par la mise en place d'une structure agro-industrielle ainsi que par la recherche de complémentarités au niveau régional.

Quant aux limites qui sont liées aux disponibilités en terres cultivables par rapport à la population existante, elles sont

caractéristiques des petits pays d'Asie qui sont en proie à une surcharge démographique dans le cadre de structures agraires où prédomine la petite propriété agricole, et où l'extension du territoire agricole est limitée par l'exiguïté du territoire national. Dans ce cas, l'objectif d'autosuffisance alimentaire est limité par la "faim de terre" qui est accentuée par la croissance démographique et par le droit successoral basé sur les liens de parenté. La prédominance de la petite propriété individuelle aggravée par la parcellisation extrême des exploitations agricoles, ne permet pas l'introduction des techniques modernes de production pour stimuler les capacités productives de l'agriculture nationale. Dans de telles conditions, l'amélioration du niveau d'autosuffisance alimentaire, passe inévitablement par un encadrement (juridique, technique) des exploitations agricoles dans le sens du remembrement, de manière à ouvrir des brèches aux progrès techniques, à limiter l'éclatement des exploitations agricoles, et à parer à la dégradation du patrimoine agricole résultant d'une surexploitation de celui-ci.

Les contraintes d'ordre physique limitent les capacités nationales d'approvisionnement agro-alimentaire, en ce sens que, soit elles ne permettent pas la pratique de l'activité agricole (qualité de la terre, climat), soit elles ne permettent pas à celle-ci d'être pratiquée dans les conditions idéales, en vue de l'amélioration des performances de l'agriculture nationale. La particularité de l'agriculture réside au niveau du fait qu'en dépit des contraintes d'ordre physique, elle est en mesure de produire un surplus, et ce, lorsque le patrimoine agricole est exploité de manière efficiente. C'est à dire que la coexistence d'un surplus agricole régulier et substantiel et d'un déficit agro-alimentaire, est une situation normale dans un contexte de profond déséquilibre entre la taille de la population à approvisionner en produits alimentaires et la taille du territoire agricole disponible.

2. Les limites d'ordre économique

L'objectif d'autosuffisance alimentaire repose sur de profondes transformations au niveau des structures économiques et de l'appareil de production. De par leur nombre élevé, leur complexité, les délais qu'elles exigent, et les arbitrages auxquels elles donnent lieu, ces transformations structurelles qui sont vitales peuvent à leur tour entraver ou retarder la réalisation de l'objectif d'autosuffisance alimentaire. Outre l'importance des moyens financiers, matériels et

humains qu'exige le développement agricole visant l'autosuffisance alimentaire, cet objectif déterminant se heurte à des obstacles économiques dont les plus importants concernent les rapports à court et à moyen termes entre les différents objectifs de la politique économique (allocation des ressources), le degré d'ouverture de l'économie nationale vers l'extérieur, et en particulier le niveau d'intégration de l'agriculture à l'économie mondiale, et le rythme de transformation de la structure de la répartition du revenu national entre les différentes couches de la société.

a) La nature des rapports entre les différents objectifs de la politique économique

Certes, dans un contexte de développement économique, la solution du problème de l'approvisionnement agro-alimentaire de la population nationale revêt une importance capitale, en raison de ses conséquences sur la stabilité économique et sociale ainsi que sur les capacités nationales de financement du développement économique. Cependant, le développement économique ne se limite pas au seul aspect agricole et à l'accroissement des capacités nationales d'approvisionnement agro-alimentaire; d'autres aspects aussi importants en complètent le cadre. En effet, le développement agricole visant l'autosuffisance alimentaire s'inscrit dans le cadre d'un ensemble d'objectifs économiques dont la réalisation exige pour chacun d'entre eux la mobilisation d'une partie des ressources financières, matérielles et humaines disponibles; en conséquence, il peut se heurter à des limites à deux principaux niveaux:

L'insuffisance des ressources nationales mobilisables. C'est le cas des pays pauvres à faible potentiel économique, qui doivent recourir à l'assistance internationale pour financer une grande partie de leur programme de développement économique.

Le déséquilibre marqué de la répartition des ressources nationales disponibles entre les différents objectifs économiques, et où le développement agricole est relativement désavantagé du point de vue de l'allocation des ressources.

En fait l'intensité de la concurrence que se livrent les différents objectifs de la politique économique pour le partage des ressources nationales disponibles dans le cadre du développement économique,

dépend du niveau de désarticulation de l'économie nationale dont la principale caractéristique est la quasi absence de liens de complémentarités entre les différents secteurs de l'économie. L'antagonisme entre les différents objectifs de la politique économique s'estompe progressivement avec l'accroissement du degré d'intégration économique, c'est à dire à mesure que les différents secteurs et branches de l'économie établissent entre eux des liens fonctionnels solides et durables.

b) Le degré d'intégration de l'agriculture nationale au marché mondial.

La concentration de la production agro-alimentaire nationale sur les cultures destinées à l'exportation au détriment des cultures qui rentrent massivement dans la composition de la ration alimentaire de la majorité de la population locale, correspond à un détournement de l'agriculture de sa tâche économique primordiale et constitue un aspect essentiel de la désarticulation économique.

L'impasse à laquelle mène une forte intégration de l'agriculture nationale au marché mondial (par le produit, par les moyens technologiques), a été clairement mise en lumière par l'évolution de la dépendance des pays en voie de développement dans le domaine des produits alimentaires de base ainsi que par la dégradation croissante de la ration alimentaire de la majorité de la population nationale qui, faute de terres et de moyens de production, ne peut produire elle-même les ressources alimentaires nécessaires à sa subsistance, et faute de pouvoir d'achat ne peut accéder à celles-ci sur le marché. Par conséquent, la réorientation de l'agriculture nationale, en priorité vers les cultures vivrières de base afin d'en accroître la disponibilité au niveau national et l'accessibilité aux couches sociales les plus défavorisées, apparaît comme un objectif déterminant du point de vue de l'amélioration des conditions d'approvisionnement alimentaire et du degré d'autosuffisance alimentaire. Cependant, cet objectif peut se heurter à trois obstacles majeurs:

Techniquement, l'éradication des cultures destinées à l'exportation en vue de leur remplacement par des cultures ayant un rapport avec les besoins alimentaires locaux, n'est une tâche ni aisée, ni réalisable à court terme, en raison des bouleversements profonds qu'exige l'opération de reconversion.

La réaction des milieux (gros propriétaires fonciers, financiers,

courtiers) qui tirent avantage de l'intégration de l'agriculture nationale au marché mondial. Dans le cas où ces milieux exercent une influence prépondérante au niveau économique et dans la sphère politique, ils tenteront de bloquer le processus de réorientation de l'agriculture nationale car il va à l'encontre de leurs intérêts.

Il faut également signaler le cas où le secteur agricole figure parmi les principales sources nationales de devises, l'abandon des cultures destinées à l'exportation apparaît difficilement réalisable, en dehors d'une assistance financière internationale soutenue pendant toute la durée de l'opération de réorientation.

La réorientation de la production agricole en priorité vers la satisfaction des besoins alimentaires nationaux, est vitale du point de vue de l'amélioration des capacités nationales d'approvisionnement agro-alimentaire. Les conditions de sa réalisation dépendent étroitement du degré d'intégration de l'agriculture nationale au marché mondial, du rapport de forces (économiques et politiques) en présence, et de la place de l'agriculture exportatrice dans le financement du développement économique national. Dans le cas des pays en voie de développement à faible pouvoir d'achat international, cette opération est difficilement envisageable en dehors d'une contribution active des institutions internationales compétentes (F.A.O, Banque Mondiale, O.N.G).

c) La lenteur de transformation des structures agraires et les délais de maturation des investissements agricoles

Le développement agricole est le résultat de deux types essentiels de transformations. D'une part, des transformations qualitatives liées à l'évolution des structures agraires et aux mentalités, et d'autre part, des transformations quantitatives qui ont un rapport avec les capacités de production de l'agriculture (population active, surface cultivable, équipement). Ces transformations mobilisent non seulement d'importants moyens financiers et matériels, mais elles exigent également des délais de réalisation relativement longs. C'est le cas des réformes qui visent à transformer profondément le monde rural et les structures agraires de manière à les adapter à l'évolution des données économiques, sociales et politiques. C'est également le cas des investissements agricoles qui exigent d'importants délais de maturation avant d'atteindre leur rendement optimal.

La lenteur des transformations au sein de l'agriculture et du monde rural résulte non seulement du rythme lent de la nature (rythme des saisons) mais également des résistances sociales au changement. Ces résistances sont le fait, soit des catégories sociales dont les intérêts sont directement menacés par les réformes, soit du conservatisme traditionnel du monde rural en général. Dans ce dernier cas, la résistance au changement ne signifie pas une hostilité à toute forme de progrès, elle est l'expression de la fidélité de la société rurale aux modèles d'économie rurale qui ont été hérités à travers plusieurs générations successives. L'accommodation du monde rural aux transformations structurelles et l'adoption des nouveaux modèles d'économie rurale, passent par la conviction des masses rurales du bien fondé des transformations et par une amélioration effective des conditions de vie en milieu rural. R. Lebeau explique le phénomène de résistance du monde rural dans ces termes : " Abandonner un système agricole, ce n'est pas seulement pour le paysan substituer un groupe de cultures à un autre, c'est rompre avec tout un passé, ruiner tout l'héritage des générations antérieures. Ce que nous appelons "routine paysanne" n'est autre que la fidélité à un système agricole qui a fait ses preuves, et autour duquel s'est cristallisée une civilisation, qui est devenu sacré. "⁵

Compte tenu de la relation qui existe entre l'amélioration des conditions d'approvisionnement agro-alimentaire et l'ensemble des transformations qualitatives et quantitatives que le secteur agricole et le monde rural sont appelés à subir, le développement agricole visant l'autosuffisance alimentaire apparaît comme un objectif de longue haleine, dont le succès repose, en grande partie, sur une détermination politique qui garantit la continuité et l'assiduité des efforts en faveur de la promotion de l'agriculture et du monde rural.

d) Le problème de la solvabilité

L'accès aux ressources indispensables à la satisfaction du besoin alimentaire, constitue une condition fondamentale de la réalisation de l'autosuffisance alimentaire, dans la mesure où cet objectif ne se limite pas à la seule adéquation de l'offre nationale à la demande nationale de produits agro-alimentaires. La réalisation de cette condition peut se

⁵ R. Lebeau in, "Les grands types de structures agraires dans le monde." op.cit p.12.

heurter à deux obstacles majeurs qui sont susceptibles de dévier l'autosuffisance alimentaire de son but primordial, à savoir, permettre à toutes les couches sociales l'accès à une ration alimentaire socialement et quantitativement satisfaisante. Il s'agit, d'une part, du caractère inégalitaire de la répartition du revenu national, et d'autre part, d'une création insuffisante d'emplois productifs qui garantissent un revenu durable.

La réforme de la structure de la répartition du revenu national s'appuie non seulement sur la mise en place d'un système de sécurité sociale généralisée qui englobe en particulier les couches les plus défavorisées de la société, mais également sur le développement du système éducatif qui constitue la voie la plus efficace de promotion économique et sociale. La réalisation de ces deux conditions fondamentales de la répartition du revenu national, repose sur la mobilisation d'importants moyens financiers pour la mise en place des structures adéquates et, elle exige d'importants délais. Quant à la création insuffisante d'emplois productifs, elle est le résultat du faible niveau des investissements productifs et de la diversification insuffisante de l'économie.

e) Le problème de l'accès effectif aux ressources alimentaires

Ce sont les conditions d'accès aux ressources alimentaires nécessaires à la satisfaction du besoin humain fondamental qu'est l'alimentation qui déterminent l'état réel de la situation alimentaire et nutritionnelle de la population d'un pays donné. Cet état est repérable à partir du niveau macroéconomique (global) et du niveau microéconomique.

e₁. Le niveau macroéconomique

Au niveau global, c'est l'écart entre l'offre et la demande de ressources alimentaires qui détermine en premier lieu la nature de la situation alimentaire. En effet, dans le cas où l'offre serait inférieure à la demande et si le déficit existant n'est pas comblé par un apport extérieur, il se répercutera de manière négative et de manière certaine sur la situation alimentaire. En revanche, le comblement du déficit existant par le recours à l'extérieur ne signifie pas forcément qu'on va aboutir à une situation alimentaire satisfaisante car encore faut-il que

l'ensemble des catégories sociales puissent effectivement accéder aux ressources alimentaires nécessaires à la satisfaction du besoin alimentaire, en conséquence, l'adéquation et de l'offre et de la demande de produits agro-alimentaires est une condition nécessaire mais non suffisante à l'aboutissement à une situation alimentaire satisfaisante.

L'analyse des différents cas de figure pour un produit agro-alimentaire donné permet de mieux cerner l'impact de l'écart entre l'offre et la demande sur la situation alimentaire et nutritionnelle.

Soit e l'écart en volume entre l'offre (production nationale) et la demande (exprimée par la population) d'une ressource alimentaire donnée, et envisageons les différents cas possibles qui se présentent.

- $e > 0$ signifie que le pays dégage un excédent net pour la ressource alimentaire en question, excédent qu'il peut exporter s'il existe des débouchés extérieurs et si les prix proposés au niveau international sont compétitifs.
- $e = 0$ signifie théoriquement qu'il y a adéquation de l'offre et de la demande et que le marché intérieur absorbe l'ensemble de la production nationale.
- $e < 0$ signifie que le niveau de la production nationale n'est pas suffisant pour satisfaire la demande intérieure, d'où les deux cas de figure qui peuvent se présenter :
 - ✓ Le déficit est parfaitement comblé par le recours à l'extérieur (grâce à l'existence d'un pouvoir d'achat international), c'est-à-dire par l'importation d'un produit alimentaire identique ou d'un produit de substitution (exemple café et thé dans une certaine mesure ; huile de tournesol et huile de colza). Dans ce cas, l'accès à la ressource alimentaire pour l'ensemble des couches sociales suppose résolu le problème de la solvabilité, à savoir que même les couches sociales les plus défavorisées disposent d'un revenu suffisant pour pouvoir accéder à la ressource alimentaire en question.
 - ✓ Le déficit n'est pas comblé par les importations faute de pouvoir d'achat international suffisant. Dans ce cas, la situation alimentaire est menacée de dégradation car la persistance de l'écart entre l'offre et la demande se traduit inéluctablement par une hausse du prix de la ressource alimentaire privant ainsi les couches sociales défavorisées à

faible pouvoir l'accès aux quantités adéquates de cette ressource alimentaire. Il en résulte, au niveau global, une dégradation de la situation alimentaire si le déficit protéique et calorique qui en résulte n'est pas compensé par la consommation d'autres produits alimentaires (par exemple, un apport insuffisant de protéines et de calories d'origine animale peut être parfaitement compensé par un apport d'origine végétal).

e2. Le niveau microéconomique

C'est au niveau microéconomique qu'on peut apprécier à sa juste valeur la situation alimentaire d'une population dans la mesure où c'est à ce niveau que l'analyse s'intéresse à l'attitude de l'individu et du ménage face au problème alimentaire. Autrement dit, c'est au niveau microéconomique qu'on peut réellement déterminer dans quelle mesure et suivant quel mode le besoin alimentaire est satisfait pour les différentes catégories sociales.

Pour être jugée satisfaisante, une situation alimentaire et nutritionnelle d'une population donnée il faut impérativement que chacun des membres de la population ait accès et, cela de manière constante dans le temps, à une ration alimentaire qui remplit les trois principales conditions suivantes:

- ❖ La condition liée à la quantité: la quantité de ressources alimentaires consommée par l'individu doit procurer les quantités de protéines et de calories nécessaires à l'épanouissement physique et intellectuel normal de l'individu dans le milieu social où il est appelé à évoluer. La satisfaction de cette condition passe par la disponibilité des denrées alimentaires en quantités suffisantes sur le marché ainsi que par la solvabilité de l'ensemble des couches sociales qui doivent être en mesure d'acquérir les quantités de denrées alimentaires nécessaires à la satisfaction du besoin alimentaire.
- ❖ La condition liée à la qualité: Les denrées alimentaires consommées doivent satisfaire aux normes minimales de qualité (hygiène, fraîcheur, normes de fabrication) qui garantissent l'intégrité physique et la santé de l'individu. Cette condition est en général satisfaite grâce à l'intervention judicieuse de l'instance étatique (services de l'hygiène, normalisation de la production) et

des organisations de défense du consommateur.

- ❖ La condition liée aux us et coutumes locales: Les denrées alimentaires proposées à la population doivent tenir compte des données socio-culturelles locales. La nature des denrées alimentaires et les normes selon lesquelles ces dernières sont mises à la disposition de la population doivent tenir compte aussi bien des habitudes alimentaires locales que des règles (religieuses) qui régissent la consommation des denrées alimentaires (par exemple, la consommation de la viande de porc chez les populations musulmanes, le rite selon lequel doit s'effectuer l'abattage du bétail). La satisfaction de cette dernière condition relève en grande partie de la compétence et la vigilance des autorités civiles et religieuses qui sont en principe appelées à veiller au respect des règles et des normes locales de consommation alimentaire.

A ces trois conditions qui permettent de révéler l'état réel de la situation alimentaire et nutritionnelle d'une population, il faut adjoindre l'activité d'autosubsistance et le dynamisme de la société civile (organisations caritatives) qui peuvent contribuer de manière efficace à la non dégradation de la ration alimentaire de la population et en particulier celle des couches sociales les plus défavorisées.

- ❖ Lorsqu'elle est pratiquée sur une échelle suffisamment grande, l'activité d'autosubsistance permet de résorber en partie les déficits de la production agricole nationale et peut ainsi jouer un rôle primordial en tant que source de protéines et de calories. En effet, dans un grand nombre de pays à faible niveau de revenu, le déficit agro-alimentaire est quasi structurel et ne peut être comblé par les importations en raison du niveau insuffisant du pouvoir d'achat international. En conséquence et lorsque les conditions naturelles (disponibilité des surfaces agricoles) et sociales (travail familial, solidarité communautaire), la population recourt à l'activité d'autosubsistance pour compléter ou améliorer la ration alimentaire des membres de la famille ou de la collectivité.
- ❖ La société civile, à travers l'activité des organisations caritatives à but humanitaire non lucratif, joue également un rôle de premier plan dans la satisfaction du besoin alimentaire chez les catégories sociales les plus démunies et les plus désarmées face au problème alimentaire.

Les deux principaux gages d'une situation alimentaire et nutritionnelle satisfaisante demeurent, d'une part, la disponibilité des ressources alimentaires et tout particulièrement lorsque celles-ci sont le produit de l'exploitation des ressources humaines et matérielles locales, et d'autre part, la levée de l'obstacle lié à la solvabilité généralisant ainsi l'accès aux ressources alimentaires nécessaires à la satisfaction du besoin alimentaire.

Les deux principaux indices révélateurs de l'état de la situation alimentaire et nutritionnelle d'une population sont la santé publique et l'efficacité dans le domaine du travail.

- Au niveau de la santé publique: il existe une relation étroite entre les conditions alimentaires et nutritionnelles et l'état de santé d'une population. Toute carence alimentaire peut se traduire par des maladies handicapantes qui perturbent la vie normale de l'individu ou peuvent même la mettre en péril. La baisse de l'immunité de l'organisme, le lymphatisme, la faible résistance à l'effort et l'épuisement précoce, le sous-développement des facultés physiques et intellectuelles sont autant de conséquences de la carence alimentaire et nutritionnelle au niveau de l'individu. Au niveau collectif, la dégradation de la situation alimentaire et nutritionnelle favorise la propagation et l'extension des maladies et des épidémies dont les conséquences sont particulièrement néfastes aux plans humain, économique et social.
- Dans le domaine du travail: compte tenu de l'influence de l'alimentation sur le développement des facultés physiques et intellectuelles de l'individu, toute situation alimentaire et nutritionnelle médiocre a irrémédiablement un impact négatif sur le rendement des travailleurs, agit à la hausse sur l'absentéisme et de la fréquence des arrêts de travail pour des raisons de santé et donne lieu à des coûts économiques et sociaux qui représentent un fardeau supplémentaire (qui aurait pu être évité) tant pour les entreprises locales que pour le budget de l'Etat.

3. Les limites d'ordre politique

En tant qu'objectif politique, l'autosuffisance alimentaire permet d'opérer une remise en cause à un double niveau. Au niveau national, par la remise en cause de l'organisation économique, sociale et politique qui ne permet à la majorité de la population ni de produire

les moyens nécessaires à sa subsistance, ni d'accéder aux quantités de ressources alimentaires indispensables à l'épanouissement physique et intellectuel. Au niveau international, par la remise en cause du système alimentaire mondial actuel qui se distingue par son incapacité à assurer des conditions satisfaisantes de sécurité alimentaire pour l'ensemble de la population mondiale. La répartition de la production agro-alimentaire mondiale, la division internationale des activités agricoles, la consommation des ressources alimentaires mondiales, et l'évolution des statistiques relatives à la faim dans le monde, sont autant d'éléments objectifs qui révèlent l'inadéquation du système alimentaire mondial actuel, et qui imposent sa réforme comme une nécessité.

a) Les résistances politiques au niveau national

Compte-tenu du fait que l'objectif d'autosuffisance alimentaire passe nécessairement par un ensemble d'aménagements de nature économique, sociale et politique, il se traduit par des bouleversements qui peuvent menacer directement les intérêts des classes sociales privilégiées par la situation qui a prévalu jusque-là. Le recours à la révision de la structure d'appropriation des terres agricoles affecte les intérêts des gros propriétaires terriens qui risquent de voir diminuer leur patrimoine; la réorientation de l'agriculture en priorité vers la satisfaction des besoins alimentaires nationaux, affecte les intérêts des catégories sociales qui tirent profit de l'intégration de l'agriculture nationale au marché mondial; la marginalisation croissante des modèles de consommation qui ne correspondent ni aux habitudes, ni aux possibilités nationales, affecte les intérêts des couches sociales privilégiées qui ont adopté ces modèles de consommation; et la dissolution des modes d'exploitation des terres agricoles (agriculture de tenure en particulier) inadaptés à l'évolution des données économiques et sociales et aux exigences de l'autosuffisance alimentaire, affecte les intérêts des propriétaires rentiers qui ne sont pas impliqués directement dans l'exploitation de leurs terres. Les répercussions de ces aménagements ne vont pas sans une vive réaction des catégories sociales dont les intérêts sont directement affectés. L'efficacité de cette réaction en tant qu'obstacle à la mise en œuvre et au succès des aménagements envisagés, dépend de la position sur l'échiquier politique national et de l'influence économique de ces catégories sociales.

b) Les résistances au plan international

La mise en place d'un système alimentaire qui assure la sécurité alimentaire mondiale de manière durable et efficace, par la promotion d'une participation plus active et plus conséquente des pays en voie de développement, et ce, à travers la recherche de l'autosuffisance alimentaire, se heurte à deux obstacles majeurs au plan international. D'une part, le "cercle restreint" des principaux pays exportateurs de produits agro-alimentaires au niveau mondial, et d'autre part, les firmes transnationales qui exercent un très large contrôle sur la production, l'élaboration et la commercialisation des produits agro-alimentaires au niveau mondial.

La participation plus active des pays en voie de développement à la production et à la consommation des ressources alimentaires mondiales, à travers la promotion de l'autosuffisance alimentaire en tant que vecteur du développement agricole, se traduit par trois conséquences déterminantes au niveau du système alimentaire mondial actuel; conséquences qui entraînent inéluctablement une réaction défavorable de la part des pays bénéficiaires de ce système. L'évolution de la division internationale des activités agricoles vers une participation plus active des pays en voie de développement à la production des denrées alimentaires de base. Cette évolution positive au plan de la sécurité alimentaire mondiale, permet à ces pays d'acquérir une autonomie qui les prémunit des pressions politiques liées à "l'arme alimentaire".

L'équilibre de la répartition spatiale de la production agro-alimentaire mondiale affecte le pouvoir économique du "cercle restreint" des pays qui ont jusque-là imposé leur hégémonie au niveau de l'économie agro-alimentaire mondiale.

La revalorisation des modèles de consommation propres à chaque espace constitue le moyen le plus efficace pour enrayer la tendance vers un modèle uniforme de consommation qui menace l'environnement écologique, la richesse et la diversité culturelles qui caractérisent la planète.

Ces trois conséquences déterminantes ont une portée considérable au niveau des rapports internationaux ainsi qu'au niveau de la structure des pouvoirs économiques et politiques au plan mondial. Les bouleversements profonds qu'elles impliquent risquent de se heurter

aux réticences des pays qui jouissent d'une position privilégiée dans le cadre du système alimentaire mondial actuel. Ces réticences peuvent effectivement constituer un sérieux obstacle à la promotion du développement agricole basé sur l'autosuffisance alimentaire au sein des pays en voie de développement, dans la mesure où la coopération et la collaboration des pays économiquement avancés (principaux bénéficiaires du système alimentaire mondial actuel) sont vitales pour la mise en place, au niveau mondial, des structures qui tendent à marginaliser progressivement la solution du problème alimentaire mondial reposant sur les transferts de ressources alimentaires des pays économiquement avancés vers les pays en voie de développement, au profit de la solution qui consiste à créer les conditions qui permettent à ces pays de prendre en charge de manière durable l'approvisionnement alimentaire de leurs populations.

Cependant, par delà les Etats, c'est en fait un petit nombre de firmes agro-industrielles occidentales qui détiennent le pouvoir alimentaire effectif au plan mondial; leur stratégie étant fondée sur le contrôle de toutes les étapes de la chaîne agro-alimentaire qui va de l'exploitant agricole au consommateur. Cargill (premier groupe céréalier mondial) assure avec Continental plus de 50% des exportations céréalières des U.S.A. Cinq firmes contrôlent 90% du blé et du maïs de la C.E.E, 90% des exportations d'orge canadien, 80% des exportations de blé de l'Argentine, et 90% des exportations de sorgho australien. L'instauration d'un système alimentaire mondial basé sur une participation internationale plus large au processus d'approvisionnement agro-alimentaire de la population mondiale, constitue une menace pour les intérêts de ces firmes qui, compte tenu de leur influence économique et politique considérable, les pays qui dominent le marché mondial des produits agro-alimentaires sont susceptibles d'entraver toute évolution du système alimentaire mondial tendant à remettre en cause leur position dominante.

Conclusion

Les moyens réduits dont dispose la plupart des pays en voie de développement, les réticences des pays économiquement avancés à l'égard de la réforme du système alimentaire mondial actuel, l'influence de la variable temps sur le rythme de réalisation des

conditions fondamentales de l'autosuffisance alimentaire, et les résistances sociales et politiques au niveau interne auxquelles donnent lieu les aménagements de base du développement agricole visant l'autosuffisance alimentaire, sont autant de facteurs qui limitent la réalisation, au moins à court et à moyen termes, de cet objectif vital du point de vue du développement économique. La multitude des obstacles auxquels cet objectif stratégique se heurte, révèle à la fois sa grande complexité et l'ampleur des moyens qu'exige sa réalisation. Celle-ci est possible et elle repose, avant tout, sur une volonté politique (tant au plan national qu'international) déterminée à rompre définitivement avec le système basé essentiellement sur l'exclusion.

L'évolution récente des capacités d'approvisionnement agro-alimentaire de la Chine⁶ et de l'Inde, a permis à ces deux pays (les plus peuplés de la planète) d'émerger sur la scène agro-alimentaire mondiale. Cette évolution montre parfaitement que la mise en œuvre d'une politique agricole orientée vers l'autosuffisance alimentaire et la poursuite assidue de cette orientation, permettent à moyen terme d'améliorer le niveau de la sécurité des approvisionnements agro-alimentaires même dans les pays fortement peuplés et à croissance démographique élevée. L'exemple de la Chine et de l'Inde ouvre des perspectives optimistes pour l'ensemble des pays en voie de développement.

Dans le cas des pays africains et sud américains qui éprouvent actuellement des difficultés d'émergence, il existe d'importantes possibilités d'amélioration de leur capacité d'approvisionnement agro-alimentaire, compte tenu des caractéristiques de l'exploitation des

⁶ Au cours de ces quarante dernières années, c'est en Chine que la croissance de la production de blé a été la plus importante au niveau mondial, passant d'un peu moins de 40 millions de tonnes en 1960 à 117 millions de tonnes en 1997. A cette même date, la Chine est, au plan mondial, le premier producteur de blé et de riz et le deuxième producteur de maïs. Ce pays a connu également une croissance spectaculaire des productions animales, puisque celles-ci sont passées de 10 millions de tonnes en 1976 à 38 millions de tonnes en 1997 sur un total mondial de 71 millions de tonnes. Ces performances agro-alimentaires de la Chine sont remarquables au regard de la surface agricole utile par habitant ; elle s'élève à 0,08 ha/habitant en Chine, contre 1,80 dans l'ex-U.R.S.S, 1,75 aux U.S.A, et 0,40 dans l'Union Européenne.

potentialités agricoles dont ils disposent. En effet, des modifications au niveau du mode d'exploitation du patrimoine existant dans ces pays peuvent se traduire par une progression sensible de leurs performances agricoles. Ces modifications concernent essentiellement les domaines suivants:

- La persistance de la jachère sur une partie importante des surfaces cultivables (12%). L'élimination progressive de la jachère constitue une opportunité pour accroître de manière sensible les performances de l'agriculture.
- L'utilisation relativement limitée des moyens d'intensification de la production agricole. Les pays en voie de développement consomment en moyenne deux fois moins d'engrais par hectare que les pays économiquement avancés. Par conséquent, il existe encore d'importantes possibilités d'augmentation des rendements agricoles par une utilisation plus intense des engrais.
- Les progrès scientifiques (génétique, procédés culturaux) demeurent encore faiblement diffusés et exploités dans l'agriculture de ces pays. L'introduction plus massive de ces progrès peut stimuler les forces productives au sein de l'agriculture, et améliorer les conditions de la sécurité des approvisionnements agro-alimentaires.

La réalisation de l'objectif d'autosuffisance alimentaire au sein des pays en voie de développement, repose avant tout sur une volonté politique déterminée et une action constante en faveur du développement agricole et de la promotion des zones rurales. De par son caractère hautement stratégique, l'autosuffisance alimentaire doit figurer au premier plan des objectifs économiques et politiques nationaux au même titre que la sécurité militaire du territoire ou la stabilité sociale intérieure. A ce titre, la politique adoptée par l'Union Européenne démontre la possibilité de surmonter les obstacles qui se dressent à l'objectif d'autosuffisance alimentaire lorsqu'il existe une réelle volonté politique. En effet, au lendemain de la seconde guerre mondiale, les pays occidentaux d'Europe qui figurent parmi les zones les plus densément peuplées de la planète, ont été coupés des greniers de blé traditionnels de l'Europe (Hongrie, Ukraine, Prusse), et de ce fait, ils ont été contraints de développer leur production de blé. Sous la pression politique qu'impose la sécurité des approvisionnements agro-

alimentaires et malgré des conditions physiques relativement peu favorables (rareté des surfaces cultivables par habitant), l'Union Européenne a tout de même réussi à atteindre l'autosuffisance dans le domaine céréalier à partir du début des années 1980.

Notre analyse s'est située à un niveau général, puisque c'est dans un cadre global que nous nous sommes efforcé d'appréhender le problème alimentaire mondial, la position des pays en voie de développement dans le système alimentaire mondial actuel, et les principaux facteurs qui ont déterminé cette position. C'est également dans un cadre global, et sur la base des caractéristiques (économiques, politiques et sociales) communes à la plupart des pays en voie de développement que nous avons tenté d'introduire les principaux éléments susceptibles de fonder une stratégie du développement agricole visant l'autosuffisance alimentaire, objectif dont nous avons tenté, d'une part, d'apprécier la dimension économique et politique, tant au plan national qu'international et, d'autre part, de déterminer les principaux facteurs qui limitent la réalisation de cet objectif capital du point de vue du devenir économique et politique des pays en voie de développement et des relations économiques internationales en général.

Références bibliographiques

1. S.E Arif et K. Zga: "Industrie agro-alimentaire et dépendance envers les approvisionnements extérieurs: Le cas de l'Algérie." O.P.U.
2. G.Azoulay: "Globalisation des échanges et sécurité alimentaire mondiale à l'horizon 2010." Tiers-Monde n°135 janvier-mars 1998.
3. D. Badillo: "Stratégies agro-alimentaires pour l'Algérie. Prospective 2000." C.R.E.S.M (Centre de Recherche et d'Etudes sur les Sociétés Méditerranéennes) Edisud. 1980
4. R. Badouin: "Systèmes fonciers et développement économique." Cujas. 1979
5. J. Baechler: "Les origines du capitalisme." Gallimard - Collection

Idées. 1971

6. P. Bairoch: "Révolution industrielle et sous-développement. "S.E.D.E.S". 1963

7. P. Doujon: "Histoire des faits économiques et sociaux. Une analyse par les modes de production." O.P.U. 1993

8. S. Bessis: "L'arme alimentaire." Maspéro. 1979.

9. A. Birou: "Les paysans peuvent-ils compter sur leurs propres forces?" Economie et Humanisme n°248. juillet-août 1979

10. P. Doujon: "Histoire des faits économiques et sociaux. Une analyse par les modes de production." O.P.U. 1993.

11. D. Flouzat: "Economie contemporaine." Tome III. "Croissance, crise et stratégies économiques." P.U.F. 1994.

12. S. George: "Comment meurt l'autre moitié du monde." Editions Laffont. 1978.

13. P. Guillaumont: "Politique d'ajustement structurel et développement agricole." Revue Economie Rurale n°216 juillet-août 1993.

14. R. Lebeau: "Les grands types de structures agraires dans le monde." Editions Masson. 1979.

15. H. Toulaït: "L'agriculture algérienne: Les causes de l'échec." O.P.U. 1988.

16. D. Vidal: "Dans le Sud, développement ou régression?" Le Monde Diplomatique n°535 octobre 1998.

17. Zemouri Messaoud: " Surplus économique, autosuffisance et développement économique.

18. L'autosuffisance alimentaire dans le cadre de l'ajustement structurel: cas de l'Algérie."

Thèse de Doctorat d'Etat. Faculté des Sciences Economiques
Université de Nice. 2000.

19. Zemouri Messaoud: "La production agricole et la consommation alimentaire en tant qu'aspects des disparités de développement économique entre les deux rives de la Méditerranée." Communication présentée aux Quatrièmes Journées Méditerranée organisées par le CEMAFI (Centre d'Etudes en Macroéconomie et Finances Internationales). Faculté de Droit, des Sciences Economiques et de Gestion de Nice- Sophia Antipolis. Nice les 25, 26 et 27 septembre 2000.

20. A. Angladette et L. Deschamps : "Problèmes et perspectives de l'agriculture dans les pays tropicaux". Collection Techniques agricoles et productions tropicales.

21. R. Badouin: "Economie et aménagement de l'espace rural." P.U.F 1979.

22. F. Bentaïbi: "Approche prospective du système agro-alimentaire marocain. Quelques scénarios pour l'an 2005." Université de Nice Sophia-Antipolis.1988.

23. G. Burgel : "Du Tiers-Monde aux Tiers-Mondes" Collecion Dunod 2000

24. J.P Charvet : "Le désordre alimentaire. Surplus et pénuries". Collection Hatier. 1987

25. D. Cohen: "Richesse et pauvreté des nations."
Revue Politique Internationale 1997.

26. A. Henni: "Les systèmes alimentaires dans le monde. Systèmes de production et famine." Notes de travail.1977.

27. S. Penasa : "Economie générale : Développement, crises et globalisation. Ellipses 1996

28. P. Roux : "L'agriculture dans le développement économique".
Collection Agriculture d'aujourd'hui. 1987
29. V. Scardigli: "L'évolution des modes de vie et de consommation
dans le Tiers-Monde." Note de Travail de l'O.C.D.E août 1978.
30. « Combattre la pauvreté dans le monde : stratégies et études de
cas » O.C.D.E. 2000

Sources des données statistiques :

I. Publications des organismes internationaux

1. The World Bank Economic Review. (Washington D.C).
2. World Bank Policy and Research Bulletin.
3. Banque Mondiale: "Rapport sur le développement dans le monde."
4. F.A.O: "Rapport sur la situation mondiale de l'alimentation et de
l'agriculture." (Rome).
5. C.N.U.C.E.D: "Bulletin du C.N.U.C.E.D."
6. P.N.U.D: "Rapport mondial sur le développement humain."
(Economica).
7. O.C.D.E: "Documents de Travail de l'O.C.D.E."
8. C.N.E.S (Conseil National Economique et Social): Rapport
Semestriel sur la Conjoncture.
9. F.A.O Yearbook.
10. O.N.U: Statistical Yearbook.
11. Dossiers documents du journal "Le Monde". (Publication
annuelle)

Revues scientifiques spécialisées:

1. Marchés Tropicaux et Méditerranéens. (Hebdomadaire de l'Afrique et de l'Océan Indien).
2. Annuaire de l'Afrique du Nord. (Centre de Recherches et d'Etudes sur les Sociétés Méditerranéennes) Aix en Provence.
3. Revue Tiers-Monde. (Institut d'Etude du Développement économique et social de l'Université de Paris). P.U.F.
4. Revue d'économie du développement. P.U.F
5. Options Méditerranéennes. Revue du C.I.H.E.A.M Montpellier.
6. Revue d'économie rurale.
7. La Lettre du C.E.P.I.I. (Centre d'Etudes Prospectives et d'Informations Internationales).
8. Revue du CENEAP (Alger).

Annexe bibliographique complémentaire à titre indicatif pour une éventuelle recherche sur le même thème.

1. Agence de l'économie alimentaire et de la distribution: « Les 100 leaders mondiaux et les enjeux de la mondialisation de l'agro-alimentaire». Agra Alimentation n°1909 décembre 2005.
2. Agence Française pour les Investissements Internationaux: « Les investissements internationaux dans les industries agro-alimentaires en Europe ». Notes et Etudes n°1 / 2006.
3. Agence Française pour les Investissements Internationaux: « Les investissements dans les industries agro-alimentaires en Europe » (F. Hatem). Notes et Etudes n°1 / 2006.
4. Agence Française pour les Investissements Internationaux,

programme ANIMA, Notes & Documents. n°16. 2005. « Le secteur agro-alimentaire dans la région euro-méditerranéenne ». (F. Hatem). Notes et Documents n°16 / 2005.

5. O. Bessaoud et M. Tounsi: « Les stratégies agricoles et agro-alimentaires de l'Algérie et les défis de l'an 2000 ». CIHEAM, Options Méditerranéennes, série B n°14. 1995.

6. N. Bouranane: « Agriculture et alimentation en Algérie entre les craintes historiques et les perspectives futures ». CIHEAM, Options Méditerranéennes, série A n°21. 1991.

7. M. Boukella: « Les industries agro-alimentaires en Algérie : politiques, structures et performances depuis l'indépendance ». CIHEAM, Options Méditerranéennes, vol.19. 1996.

8. F. Khamassi-Elefrit et J. Hassainya: « Analyse de la compétitivité des entreprises et des produits agro-alimentaires : pertinence et apport de l'approche filière ». CIHEAM, Options Méditerranéennes, série B n°32. 2001.

9. M. Padilla et H. Bencharif : Approvisionnement alimentaire des villes. Concepts et méthodes d'analyse des filières et marchés ». CIHEAM, Options Méditerranéennes, série B n°32. 2001.

10. M. Tounsi : « Industrialisation et sécurité alimentaire en Algérie ». CIHEAM, Options Méditerranéennes, série A n°26. 1995.

11. S. Tozanli : « L'évolution des structures des groupes agro-industriels multinationaux pendant le dernier quart du XX^{ème} siècle ». Economie Rurale (numéro thématique sur les multinationales de l'agro-alimentaire. Janvier-Février 1996.

12. J.L Rastoin : « Territoire et mondialisation dans l'agro-alimentaire. Comprendre les agricultures du monde ». Les débats d'agrobiosciences. 2004-2005-2006. INRA

13. « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO 2005-2014 ». Etudes de l'OCDE. Edition OCDE-FAO. 2005.